Christian Grataloup. Les mondialisations : les temporalités et histoires
Séance du 8 novembre 2012.

1. Mettre en rapport l’histoire des idées et histoire de la mondialisation : la mondialisation des sciences sociales depuis les « Trente Glorieuses »
2. Mondialisation et mise en cause des champs conceptuels
3. Effets en retour sur l’histoire dite « globale »

Nb : la mondialisation est définie comme processus de construction d’un niveau mondial.

1. La mondialisation des sciences sociales depuis les « Trente Glorieuses »
Depuis la fin des années 1970, on a un processus bien identifié, pas forcément dans la réalité mais dans le discours : la mondialisation. On a aussi un contexte des années 1980 de déconstruction intellectuelle qu’on pourrait appeler post-modernité. Quel lien rentre les deux ?

On peut relier les deux à partir d’un double récit :
- l’un à dominante économique et financière, même s’il peut être aussi culturel ou démographique
- l’un à dominante conceptuelle qui relève du débat d’idée même s’il a des bases économiques

Cela est à remettre en perspective avec le contexte politique et économique des années 1970 : choc pétroliers, fin de la convertibilité du dollar, accords de la Jamaïque.
C’est aussi l’époque de la fin des grandes politiques keynésiennes : époque de la dérégulation financière (« globalisation »).
Le terme de mondialisation apparaît donc un contexte très précis. Il y a une nécessité de nommer les choses autrement. C’est un nouveau mot qui répond à un besoin et qui correspond en réalité à un changement de la vision du monde.
Ce changement de regard correspond au changement d’une centralité assumé, le reste du monde étant jusque-là pensé par rapport à un centre. L’Europe se rend compte que les autres existent. On quitte la logique du face-à-face entre eux et nous. Le monde apparaît comme polycentrique.

Ces représentations du monde qui changent peuvent aussi être reliées au discours de déconstruction de la postmodernité.

Exemple de l’architecture. La postmodernité est animée par un modèle évolutionniste. La modernité, c’est l’architecture internationale (industrialisation, rationalisation, etc.). C’était une norme mondiale. La post-modernité inversement cherche à contextualiser, à inscrire dans le local. C’est ce terme de post-moderne qui va chapeaoter la déconstruction, entendue notamment au sens de Lyotard, de toutes les grilles de lectures de la pensée intellectuelle des années 1950-1960 (les Trentes Glorieuses). Ces années-là sont celles du développement d’un projet moderne : projet de croissance économique, d’humanisation de la terre, de maîtrise de la nature, mais aussi de maîtrise intellectuelle avec notamment les grandes idéologies du progrès (marxisme) et un classement systématique avec le structuralisme.

Or, J.-F. Lyotard en 1979 fait émerger l’idée qu’on est en rupture avec un récit moderne : l’idée d’une accumulation continue des savoirs et du progrès, idées des catégories et de l’universel, etc. Il existe un nouveau cadre qui fait éclater les deux grands récits que sont le marxisme et le structuralisme.

Ce cadre trouve un écho dans les courants de pensée. Cf. F. Cusset, French Theory, La découverte, 2003. Entre 1984 et 1990’s, il y a une mode sur les campus américains autour de la French Theory. Corpus de textes issus de philosophes français (Foucault, Derrida, Deleuze, etc.). En réalité, le corpus plus large : Habermas n’est pas français, les féministes sont de générations antérieures. C’est donc un corpus hétéroclite, mais qui fait sens dans le contexte américain de l’époque (reaganisme). Durant une décennie, cette « théorie française » permet de susciter le débat et appelle la remise en cause :

- remise en cause de la vision centrale des EUA : début du discours sur le déclin de l’empire américain (Cf. Naissance et déclin des grandes puissances, de Kennedy) ; remise en cause des grandes catégories (« troubles dans les catégories » : genre/sex, subalterne, émergence de l’écologie par rapport à l’économie, remise en cause des périodisations, etc.) ; C’est le moment des « post » : post colonial en particulier.

2. Mise en cause des champs conceptuels

Le changement de contexte évoqué plus haut, le changement de regard sur le monde, fait que l’on a besoin d’une évolution des champs conceptuels.

Un exemple très frappant concerne la façon de penser l’espace et le temps.

Exemple des travaux de F. Hartog sur les régimes d’historicité : régimes passéistes (mythe de l’Âge d’or), régimes futuristes ou progressistes, etc. F. Hartog propose lui un régime présentiste : on est dans la synchronie. Jusqu’aux années 1970, on catégorisait par pensée évolutionniste. Ainsi, lorsqu’on parle de pays en voie de développement, on utilise une pensée évolutionniste : ce sont les mêmes que nous, mais avant. En 1980, on passe à l’usage de catégories spatiales : Nord/sud. Il n’y a plus de temps là-dedans, il n’y a plus d’idée que le Sud est en train de devenir le Nord ou que le Nord est un ancien Sud.
C. Grataloup développe ici l’opposition entre le Musée de l’Homme (conception progressiste évolutionniste) et celui du quai Branly (pensée de l’espace, de coprésence, de simultanéité, de juxtaposition).

Autre exemple, le modèle de Rostoff avec l’idée de (« take off ») qui est bien un modèle évolutionniste. Idem avec la succession des modes de production marxistes. Dans ces modèles évolutionnistes, la carte est ramenée au temps : exemple de la carte de la transition démographique. La différenciation entre les sociétés se fait en fonction de leur position dans le temps. Mise en scène cartographique et projet de lecture temporelle : plus vous vous éloignez de l’Europe, plus vous êtes loin dans le temps.

Le débat n’est pas si clairement tranché en réalité. La présentation est binaire pour les besoins pédagogiques de l’exposé, mais en pratique, les frontières sont moins étanches. L’exemple du modèle centre-périphérie illustre bien cette complexité. Un courant de pensée (minoritaire) met ainsi en avant les différenciations spatiales, il intègre les questions de temps et d’espace. Mais justement, il est minoritaire.

On peut aussi prendre l’exemple des travaux de Godelier pour montrer que les catégories occidentales (politique, économique, social, religieux, etc.) ne fonctionnent pas, ne résistent pas à l’épreuve de son terrain. On a identifié des catégories intellectuelles (politique, économique, social, religieux, etc.) qui correspondaient à une société donnée (la société européenne) à un moment donné (la modernité). Dans les années 1980, on se rend compte que si ça ne marche pas, c’est que l’universalité a une valeur uniquement régionale et vraisemblablement dans un temps donné. Mais du coup, tout s’effondre. L’économie, le politique, le religieux, etc. volent en éclat. Comment nommer les choses dans l’autre monde, le monde qui n’est pas l’occident européen.

3. Effets en retour sur l’histoire dite « globale »

Ces constats ont des impacts importants dans les sciences humaines et sociales. Dans les années 1980, au moment où l’idée de mondialisation s’impose et se diffuse (le mot mondialisation apparaît dans les programmes scolaires en 1988, mais à l’université, ce sont les années 2000), on rencontre aux EUA une forte contestation universitaire d’une histoire centrée sur les blancs mâles : où sont les femmes, les natives, le reste du monde ? Il existe par ailleurs une demande scolaire forte, qui conforte ce mouvement de remise en question. La réponse, c’est une histoire mondiale.

NB : dans les années 1990, glissement d’une histoire mondiale (world history) à une histoire globale (global history). Le glissement inclut l’introduction d’une histoire du rapport à la terre, avec la prise de conscience de la dimension environnementale (prise en compte des impacts du néolithique sur l’environnement par exemple).


Attention toutefois : il ne s’agit pas de faire du relativisme absolu : le livre est aussi un vibrant hommage à la science européenne. Il ne s’agit pas de dire que tout se vaut. Il s’agit de replacer l’Europe dans un contexte plus global, de ne pas faire de l’Europe un exceptionnalisme, de déconstruire ce type de « grand récit » sans pour autant dire que tout se vaut. Prendre à égalité (cf. Latour qui donne l’exemple de Pasteur et ses microbes face à la théorie de la génération spontanée), mettre les « adversaires sur un même plan », permet de poser le débat. Sortir de la vision futuriste qui donne à penser que
c'est gagné d'avance alors que si une théorie s'impose, c'est pour des raisons très complexes, qu'il est nécessaire d'analyser avec rigueur. Le risque en germe, c'est le relativisme absolu. L'intérêt, c'est de dépasser un finalisme inhérent qui ne permet pas de penser le monde.


Une fois de plus, les catégories prennent l'eau. En particulier l'opposition nature/culture. L'Europe occidentale est fondée sur un discours humaniste qui oppose l'humain et le non humain. Comment concevoir le social s'il n'y a pas en opposé le naturel ? Or, on a remis en cause l'idée de nature... Sans compter qu'on ne se demande pas ce que veut dire société ? Notamment dans les sciences sociales. La société pour C. Grataloup, c'est un système d'individus issus d'une même espèce hors duquel un individu ne peut survivre durablement. Pour qu'il y ait société, il faut en plus la nécessité d'une transmission non biologique entre ces individus. L'idée de communication est essentielle à l'idée de société. Différence inné/acquis : la transmission permet l'acquisition de ce qui n'est pas inné. C'est un processus social qui permet la transmission : l'exemple le plus frappant, c'est la langue qui le processus d'interaction maximal. Pour faire société, il faut avoir une langue. Par parenthèse, cela se voit au niveau mondial : le globish English. Quand les interactions diminuent, les langues se différencient (exemple du latin). C'est un processus d'anti-mondialisation.

Pour reconstruire une histoire globale, on ne peut plus se fonder sur des catégories temporelles. La catégorie suppose qu'il y a des choses en commun : la reproduction l'emporte sur la transformation. Le même l'emporte sur l'autre. Il y a une identité, une communauté. Quand je parle de France, je considère effectivement que dans sur une portion de la Terre, le même est premier. Quand je fais se succéder les périodes sans tenir compte de la géographie, il y a un problème. L'Antiquité et le Moyen-Âge ne coïncident pas spatialement. Il faut tenir compte de l'espace-temps. Or, l'opposition temps/temps est très forte dans la pensée occidentale. On isole des moments qui sont des lieux, des espaces qui sont des périodes. La mondialisation et cette remise en cause des catégories vont de pair.

**Questions :**

1 – Que reste-t-il aujourd'hui de la post-modernité?

Constat d'une normalisation et de l'intégration des apports de la post-modernité, avec toujours une difficulté de dépasser les catégories.

2 – L'espace vu du ciel. Quel rôle a pu jouer la vision de la Terre depuis le ciel à partir des années 1970's ? Question associée : le problème monde/planète : comment relier les deux concepts ? Le monde apparaît comme un construit cognitif, mental, alors que la
planète apparaît comme un donné (même si il a besoin d’être construit dans le discours et la perception) que l’image satellite a permis de se représenter, mais qui existe avant.

« J’aime bien le mot global, car c’est voir l’aspect terrestre du monde. Je peux étudier la terre sans les hommes (naturaliste) mais pas les hommes sans la Terre. » C. Grataloup.

4 – Grand récit de la mondialisation : mondialisation qui remonte au néolithique et se déploie avec des rythmes, des césures, etc. mais avec une construction de continuité. Comment la géohistoire en terme méthodologique permet de dépasser l’idée de linéarité et de finalisme de ce grand récit ?

Le polycentrisme des points de vue. Le grand récit suppose un lieu d’émission. On pourrait même faire une géographie des récits. Chaque société a construit ses grands récits : la différence, c’est que les Européens en ont fait des concepts scientifiques, ils les ont diffusé. Si on a pluralité des grands récits, on sort de la vision linéaire. Avec le risque d’un méta-grand récit.

5 - Quel récit transmettre aux enfants dans le cadre de cette mondialisation et sur cette mondialisation?

Que faire d’un programme scolaire, c’est un choix politique. Que faut-il enseigner à l’école, c’est un choix politique. On a des traditions nationales. On a un roman national et roman continental (qui consiste à raconter l’histoire du progrès et de la civilisation majeure en partant de l’orient, par le miracle grec, qui est une césure continentale, moment où l’on parle d’Europe, qui est un construit car elle n’existe pas à l’époque, puis on a le Moyen-Âge, puis la révolution industrielle. On ne rencontre les autres que quand on les conquiert. L’exemple le plus frappant, c’est l’appellation de pré-columbien : avant la colonisation, il y a des choses, mais elles sont nommées dans un rapport au temps (pré)). Le but, c’est de créer une identité nationale et européenne. Cette histoire a été diffusée : c’est l’histoire universelle, construite dans une perspective de progrès, une perspective finaliste. L’histoire américaine est dans cette lignée : c’est le peuple « le plus élu » venu de l’Europe.

On peut assumer cette histoire en disant que c’est une histoire de l’Europe, vue de l’Europe. Le problème, c’est qu’on l’a exportée en la disant universelle. Or, il faut voir qu’il y a d’autres histoires. Oui mais enseigner c’est choisir, car le temps est limité.

Que faut-il choisir ? La question est politique. Et dès qu’il y a un effort pour en sortir, il y a des résistances. En 1963, quand Braudel essaie de mettre en terminale les grandes civilisations (l’Europe est la civilisation, les grandes civilisations, c’est les autres), ça ne tombe pas au bac. La première forme de résistance, c’est de dire, c’est pas nous, c’est pas notre passé. C’est vrai si on se place du point de vue de l’Europe, c’est faux si on parle de l’histoire de l’humanité. D’autres disent « on n’a pas été formé » : c’est vrai, mais on tourne en rond vu qu’on n’a pas les bouquins et pas les profs pour former des étudiants, mais que pour former les profs qui formeront les étudiants, il faut des profs et des bouquins.

Cynthia Ghorra-Gobin ajoute une intervention dans cet échange : la question posée renvoie plus largement à une question qui n’est jamais posée : quelle place le peuple
français veut/peut prendre dans la mondialisation ? On joue la carte nationale ou la carte européenne ? Ce débat n'a pas lieu.

6 – Dans cette vision du monde telle que décrite pendant l'exposé, quelle est la place de l'État ?
Distinguer État et État-nation. S'il y a bien une mondialisation européenne réussie, c'est bien la diffusion de la catégorie État-nation. Si on a bien une particularité, c'est bien la forme de l'État-nation. La décolonisation a d'ailleurs été productrice de ces États-nations alors même qu'elle semblait une rupture avec l'Europe. Aujourd'hui, c'est la forme du faire social : lorsqu'on groupe se sent mal à l'aise, il cherche à devenir indépendant, c'est-à-dire à devenir un État-nation. En ce sens, la mondialisation ne fait pas disparaître l'État.
Mais dans un sens plus large, la manière dont on fabrique la prise de décision politique, c'est un État. Il a existé des sociétés sans État, mais on prenait les décisions hors d'un cadre institutionnel. En ce sens, l'État, c'est du politique institutionnalisé. L'État a un rapport avec la ville : il existe des société rurale agricole, pas urbaine car dans la ville, on a des groupes qui s'autonomisent et qui monopolisent la prise de pouvoir. La mondialisation ne peut se passer de L'État en ce sens, car c'est la base de la décision politique.

La séance du 8 novembre sur la vision géohistorique de la mondialisation a permis dans un premier temps de revoir les thématiques (crises, chocs, décisions politiques...) économiques présentées lors de la première séance et de se familiariser avec le mouvement de la post-modernité (French Theory sur les campus américains dès les années 1980...) se donnant pour ambition de revisiter les grands récits. Pour illustrer la difficulté à penser simultanément l'espace et le temps en ce début de 21ème siècle, le conférencier s'est appuyé sur les différences de conception des musées de l'homme et du quai Branly et la difficulté à imaginer la cohabitation entre l'Europe et le monde. La troisième partie de l'intervention a été centrée sur l'émergence de l'histoire globale et de ce fait sur l'impératif de revoir nos catégories conceptuelles à la suite notamment de la dissolution de l'opposition entre libéralisme et marxisme. La mondialisation est avant tout un construit discursif qui a terme nous contraint de revoir le positionnement du monde occidental au niveau mondial.